



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

World Rainforest Movement - Bulletin Mensuel - Numéro 150 - Janvier 2010

NOTRE OPINION

- [Notre soutien du peuple haïtien](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- [Bangladesh : la campagne pour l'application intégrale du traité de paix des CHT vise à aider les peuples jumma à reprendre le contrôle de leurs forêts, leur territoire et leur avenir](#)
- [Inde : mise en avant de 'REDD plus' au détriment des forêts et de leurs habitants](#)
- [Malaisie : plainte des Penan contre le gouvernement concernant les licences d'exploitation forestière](#)
- [Panama : conflit territorial et violation des droits des Naso](#)
- [Pérou : résistance en Amazonie contre le groupe Romero, cultivateur de palmiers](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- [Afrique du Sud : les prairies sont en danger](#)
- [Brésil : les effets négatifs de la monoculture de l'eucalyptus portent à suspendre cette activité dans plusieurs localités de l'État de Sao Paulo](#)
- [Indonésie : le gouvernement propose 21 millions d'hectares de plantations pour atteindre les objectifs climatiques](#)
- [Mozambique : les plantations de pins et d'eucalyptus avancent sur les terres des paysans dans le Nord du pay](#)
- [Uruguay : un endroit où les mensonges sur les plantations sont plus qu'évidents](#)
- [Ce qui se cache derrière le terme « forêts plantées »](#)

NOTRE OPINION

– Notre soutien du peuple haïtien

Dans des circonstances tragiques comme celles que subit le peuple haïtien il devient très difficile de penser à autre chose ou d'en parler. Mais la pensée (qui doit précéder la parole) brille par son absence dans les informations que nous recevons quotidiennement à propos de la crise dans ce pays.

Le monde entier est bombardé de « nouvelles » rapportées par une armée de journalistes qui rivalisent les uns avec les autres, chacun essayant de diffuser « le meilleur » article, vidéo ou enregistrement d'horreur sur les souffrances d'une foule de personnes.

Chaque journaliste semble se sentir obligé de nous faire savoir qu'Haïti est « un des pays les plus pauvres du monde », sans éprouver le moindre besoin de nous dire comment cela est arrivé. Tout comme le tremblement de terre, la pauvreté serait due à « la volonté de Dieu ».

D'autre part, les médias n'ont pas l'air de savoir que les « nouvelles » qu'ils nous racontent sur la malnutrition, le manque d'eau potable et d'installations sanitaires, les personnes sans toit ou l'absence de services médicaux ne sont pas « nouvelles ». La plupart des Haïtiens souffrent depuis des décennies de tout cela et de bien d'autres maux : les dictatures, les invasions étrangères, l'emprisonnement, la torture et la mort. Le tremblement de terre a beaucoup aggravé une situation qui était déjà mauvaise, très mauvaise.

Bien entendu, les médias ne nous disent pas un mot sur l'histoire d'Haïti, sur le rôle de l'esclavage pratiqué par les Européens, sur la révolte réussie des esclaves africains contre la France de Napoléon, qui aboutit à l'indépendance du pays en 1804, sur le blocus commercial imposé par les Français après l'indépendance ou, plus récemment, sur l'intervention directe (à partir de 1915) des États-Unis dans le pays.

Les journalistes ne nous disent pas qu'Haïti a sombré dans la misère et la destruction environnementale pour avoir subi depuis toujours le pillage de ses ressources et l'exploitation de ses habitants au profit des grandes entreprises européennes et nord-américaines. Cela explique facilement pourquoi, depuis tant d'années, les États-Unis imposent et font tomber les gouvernements dans le pays.

D'ici peu, les médias décideront qu'Haïti ne fait plus la une et se tourneront vers un autre spectacle sanglant qui soit plus profitable. Tout reprendra son cours « normal » et les États-Unis continueront d'imposer à Haïti, avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale, le même modèle de « développement » qui s'est déjà avéré si utile... pour les États-Unis.

Dans ce contexte, nous souhaitons assurer de notre soutien le peuple haïtien en ce moment d'affliction et, en particulier, les nombreux Haïtiens qui, bien que tout soit contre eux, continuent de livrer un combat silencieux, difficile et long pour l'indépendance et la justice sociale. C'est ce que leurs ancêtres Toussaint-Louverture, Dessalines, Christophe et d'autres réussirent à faire, contre Napoléon en personne !

[index](#)

– Bangladesh : la campagne pour l'application intégrale du traité de paix des CHT vise à aider les peuples jumma à reprendre le contrôle de leurs forêts, leur territoire et leur avenir

Chittagong Hill Tracts (CHT) est une des dernières régions boisées du Bangladesh. Située dans le Sud-Est du pays, sur la frontière avec la Birmanie, cette région est le domaine ancestral d'une dizaine de communautés autochtones que l'on appelle les peuples jumma (de « jum », culture itinérante). Ces peuples ont des identités ethniques, linguistiques et religieuses tout à fait différentes de celles de la majorité bengali musulmane. Pendant la domination britannique, la région était autonome, presque entièrement interdite aux gens de l'extérieur et habitée par des autochtones. Ce statut spécial s'est graduellement dégradé après que le pays a été annexé au Pakistan oriental en 1947.

Au début des années 1960, le barrage hydroélectrique de Kaptai, financé par l'USAID, a inondé 40 % des terres arables et forcé la réinstallation d'un quart de la population. Après l'indépendance du Pakistan déclarée en 1971, les demandes d'autonomie et de reconnaissance constitutionnelle présentées par des leaders indigènes ont été rejetées par le nouveau gouvernement. Les gouvernements ultérieurs ont choisi d'intensifier la militarisation de la zone, déclenchant un conflit armé de longue durée. Le gouvernement a installé dans la région plus de 400 000 Bengalis sans terre pour pouvoir écraser la résistance en rendant minoritaire la population autochtone.

Suite à une série de massacres, près de 90 000 indigènes ont été forcés de fuir et de se réfugier en Inde et en Birmanie, tandis qu'un nombre encore plus grand a dû se déplacer à l'intérieur du pays. Des milliers ont été tués, des colons et des intérêts particuliers se sont emparés de vastes étendues de terre et les données démographiques ont radicalement changé.

Même au plus fort de la guerre, la Banque asiatique de développement a financé des plantations d'hévéas et d'autres arbres qui ont privé les autochtones de leur mode de vie autosuffisant, et la construction de routes qui facilitaient l'accès aux plus de 500 camps militaires de la région. La coupe illégale généralisée et le raccourcissement des intervalles de jachère ont provoqué une grave réduction des forêts.

La réaction internationale face aux violations massives des droits de l'homme et aux malheurs des réfugiés a suscité un cessez-le-feu et des négociations qui ont abouti en 1997 au Traité de paix des CHT entre la Ligue Awami séculariste et le PCJSS/Shanti Bahini, front politique et aile armée des peuples autochtones. Le traité promettait la fin des hostilités, l'autonomie régionale grâce à la transmission de pouvoirs aux conseils contrôlés par les autochtones, la restitution des terres occupées, le retrait de la plupart des installations militaires et la réintégration des réfugiés indigènes, des personnes déplacées dans le pays et des anciens combattants.

Or, peu de ces promesses ont été tenues par la suite, en particulier pendant le gouvernement de coalition du Parti nationaliste du Bangladesh et de Jamaat-e-Islami, qui s'était opposé au traité, et pendant le gouvernement intérimaire ultérieur.

La situation est devenue encore plus complexe par suite de la lutte intérieure sanglante entre le PCJSS et l'UPDF, un parti politique jumma (formé en 1998) qui rejetait l'accord au profit de la « pleine autonomie » au sein de l'État du Bangladesh. Les attaques contre les communautés et l'appropriation de terres se sont poursuivies sans relâche.

Aux élections de décembre 2008, la Ligue Awami a remporté une victoire écrasante à partir d'une plate-forme qui incluait la promesse d'appliquer intégralement le traité de paix des CHT. Le nouveau gouvernement a pris une série de mesures positives, dont le (ré)établissement de comités importants, l'annulation des contrats de plantation non utilisés et le retrait d'une brigade et de 35 camps militaires temporaires, mais les colons ont mis en question la constitutionnalité du traité et les intérêts particuliers s'efforcent de maintenir le statu quo. Le sort du traité sera défini sans doute pendant les quatre années qui restent au présent gouvernement.

Les organisations CHT Jumma Peoples Network of the Asia-Pacific (Australie), Indigenous Jumma People's Network (États-Unis), Organizing Committee Chittagong Hill Tracts Campaign (Pays-Bas) et Jumma Net (une ONG japonaise) ont lancé une campagne de signatures pour encourager le gouvernement à tenir sa promesse de mettre en œuvre le traité de paix. L'objectif est de réunir 100 000 signatures pour la fin janvier 2010 et les présenter au Premier ministre Sheikh Hasina. Nous vous demandons de signer la pétition (<http://www.cht-global-voices.com>) pour aider les peuples jumma à reprendre le contrôle de leurs forêts, leurs terres et leur avenir.

Global Voices for Peace in the Chittagong Hill Tracts, campagne de signatures pour l'application intégrale du Traité de paix des CHT, <http://www.cht-global-voices.com>.
Contact : Tom Eskildsen, vice-président de Jumma Net (Japon), adresse électronique : tom@thirdculture.com, <http://www.jummanet.org/en/index.html>,
<http://www.ijpnus.org/home>

[index](#)

– Inde : mise en avant de 'REDD plus' au détriment des forêts et de leurs habitants

L'accord de Copenhague (qu'un groupe de pays a imposé à tous les autres lors du sommet sur le changement climatique) a été défini par Praful Bidwai, du Transnational Institute, comme « une parodie de ce dont le monde a besoin pour éviter le changement climatique ». L'augmentation de deux degrés Celsius de la température mondiale dépasse d'un demi-degré l'objectif accepté par la majorité des pays des Nations unies ; les pays pauvres restent livrés à eux-mêmes pour s'adapter au changement climatique ; finalement, les violations de l'Accord de Copenhague n'auraient aucune conséquence de poids.

D'autre part, l'accord joue un rôle déterminant dans la promotion du dénommé 'REDD plus'. Le paragraphe 6 dit : « *Nous reconnaissons le rôle crucial de la réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts et la nécessité de renforcer l'absorption des émissions de gaz à effet de serre par les forêts*

et convenons de la nécessité de fournir des incitations positives à de telles actions grâce à la mise en place immédiate d'un mécanisme comprenant REDD-plus, pour permettre la mobilisation de ressources financières provenant des pays développés. »

Bien que 'REDD plus' n'ait pas été défini et que le type de protection des forêts à financer et la manière de le faire doivent faire l'objet de négociations ultérieures, le système est centré sur l'objectif de faire des forêts un moyen d'obtenir des permis d'émission. Il comporte la compensation d'émissions, davantage de possibilités d'affaires et l'autorisation d'émettre ailleurs.

Un document d'information de l'organisation indienne Campagne pour la survie et la dignité [1] met en lumière le rôle que le gouvernement de l'Inde a joué dans la défense de 'REDD plus' aux dépens des habitants des forêts : « En fait, le gouvernement de l'Inde a été l'un des rares pays qui se sont opposés à inclure dans le texte toute obligation de respecter les droits des personnes. L'Inde a été aussi un des seuls pays du monde à défendre l'inclusion des plantations dans le système REDD (qui devient ainsi 'REDD plus') ».

D'après cette organisation, le gouvernement de l'Inde veut inclure dans 'REDD plus' les programmes de boisement et de plantation, de manière à les habiliter à recevoir de l'argent ; le pays espère aussi obtenir des 'crédits carbone' grâce au carbone censément stocké dans les forêts. Le document d'information dit : « Ces deux points sont mentionnés dans le texte de négociation du 15 décembre. Dans le contexte indien, ce système aboutira à l'accaparement de terres et à des conflits, car :

- en dépit de la Loi sur les droits forestiers de 2006, les droits des Adivasis et des habitants des forêts ne sont toujours pas reconnus. Par exemple, les droits concernant les produits forestiers secondaires, les zones de pâturage, les forêts communautaires, etc., ne sont reconnus presque nulle part dans le pays. Si les droits forestiers des communautés ne sont pas légalement reconnus il sera facile aux entreprises et au gouvernement de s'emparer des forêts et des ressources communautaires et de les vendre pour obtenir des crédits REDD. En outre, le texte de négociation du 15 décembre 'encourage' les pays à respecter les droits forestiers mais ne leur exige pas de le faire.
- Il n'y a pas de méthode convenue pour mesurer le carbone absorbé ou stocké par une forêt. Les forêts ne sont pas tout simplement des groupes d'arbres : les arbres croissent, des incendies ou d'autres désastres ont lieu, les gens et les animaux consomment les produits non ligneux, etc. Les forêts changent sans cesse. Comment va-t-on comptabiliser cela ? Le commerce de crédits du carbone forestier va, d'une part, pousser les entreprises et le gouvernement à interdire aux gens tout usage de la forêt et, d'autre part, favoriser la présentation de chiffres fictifs concernant le stockage de carbone. C'est exactement ce qui est déjà arrivé dans des projets sur le carbone forestier au Brésil et ailleurs. En outre, le plus important est que ce commerce permet aux pays industrialisés de ne pas réduire leurs propres émissions. Ainsi, le commerce du carbone des forêts deviendra une énorme escroquerie qui portera atteinte aux gens et à l'environnement.
- Si, comme le gouvernement le demande, le boisement est inclus dans le

système REDD, ces dangers s'aggravent. Les programmes de boisement ont souvent lieu dans des terres cultivées (y compris les jachères), dans les terres communales des villages, dans les pâturages communautaires, etc., qui appartiennent et qui sont utilisés par la population. Ces programmes sont déjà en train de provoquer des expulsions ou des déplacements dans tout le pays, et ils comportent souvent la destruction de forêts et de prairies naturelles riches en diversité naturelle. Le système REDD, qui ne distingue pas les plantations des forêts naturelles, va favoriser cette tendance. En octobre 2008, le Comité permanent de l'environnement et des forêts a vivement critiqué ces programmes : 'le boisement... prive les habitants des forêts et les Adivasis d'une partie ou de la totalité de leurs terres et porte atteinte à leurs moyens d'existence et à leurs besoins élémentaires, sans les informer, les consulter ni les indemniser'. À ce jour, aucun programme central de boisement n'a fait référence aux droits forestiers ni respecté les normes légales.

- Cependant, le gouvernement continue d'appliquer des programmes de ce genre dans le cadre du plan administratif de 'Gestion forestière conjointe', où les gardes forestiers contrôlent les organes 'participatifs'. Ces programmes provoquent souvent des divisions et des conflits au sein de la communauté, tout en ignorant les droits juridiques des gens. L'institutionnalisation de ces programmes par le biais de REDD aggravera les conflits et la marginalisation des habitants des forêts.
- Finalement, un système d'échange d'émissions qui comporte la participation d'entreprises privées représentera une incitation financière considérable pour empiéter massivement sur les forêts. Une étude récente a trouvé que les sociétés d'investissement les plus grandes du monde sont en train de suivre de près le processus REDD. Avec un financement de ce genre, les entreprises privées vont se ruer sur les forêts domaniales pour y faire des plantations et pour influencer sur les programmes officiels de protection des forêts. Reliance, ITC et d'autres encore réclament depuis des années d'avoir accès aux forêts 'dégradées' pour y faire des plantations forestières commerciales, et le système REDD pourrait légitimer leurs demandes. Ces pressions, jointes à l'absence de droits formels, risquent fort d'aboutir à l'accaparement de terres. »

Les projets commerciaux REDD ne voient dans les forêts que du bois à vendre et à acheter pour son contenu en carbone, ignorant qu'elles sont vivantes et qu'il s'agit d'écosystèmes habités et utilisés par les gens et la faune. La Campagne pour la survie et la dignité est d'avis que « si on se contente de dire que ce sont les arbres qui comptent, rien n'empêchera les entreprises de détruire les forêts et les prairies naturelles pour les remplacer par des plantations commerciales (portant atteinte à l'environnement et risquant de libérer encore plus de carbone) ».

L'organisation affirme que « si l'objectif est de protéger la forêt, le gouvernement devrait essayer de renforcer la gestion forestière globale, plutôt que de l'affaiblir en y faisant participer les entreprises privées et le commerce ».

[1] "REDDPLUS AT COPENHAGEN. Little Known Scheme Poses Major Dangers for Forests, Adivasis, Other Forest Dwellers", Campaign for Survival and Dignity,

– Malaisie : plainte des Penan contre le gouvernement concernant les licences d'exploitation forestière

Les Penan ont vécu dans la forêt tropicale du Sarawak depuis des temps immémoriaux. Ils y ont pratiqué la chasse et la cueillette d'aliments et se sont nourris de sagou, une féculé que l'on extrait de la moelle des palmiers sagoutiers, jusqu'aux années 1950 où ils ont décidé de s'installer dans les villages qu'ils habitent aujourd'hui. [1]

Dans les années 1980, l'exploitation forestière industrielle a démarré au Sarawak. Les entreprises sont entrées sans autorisation dans le territoire ancestral des Penan. De nombreux Penan qui ont lutté pour défendre leurs droits territoriaux ont subi des intimidations et des violences aux mains de la police malaise et des forces de sécurité payées par les entreprises forestières. Un chef penan a même été assassiné en 2008, apparemment pour s'être opposé à l'abattage. L'exploitation a été suivie de plantations en régime de monoculture et d'autres projets de « développement », au mépris des droits fonciers des Penan.

L'invasion se poursuit toujours. Les opérations forestières des trois conglomérats malais du bois (Samling, Interhill et Timberplus) dans les concessions accordées à Damai Cove Resorts, Samling Plywood, Samling Reforestation et Timberplus ont affecté les villages penan situés dans la forêt de la région de Middle Baram, en particulier Ba Abang, Long Pakan, Long Item, Long Lilim et Long Kawi. Pendant plus de dix ans, plusieurs opérateurs forestiers ont pénétré dans leurs terres ancestrales avec des bulldozers, des excavatrices, des pelles, et des poids lourds, détruisant une étendue considérable de leur forêt, leurs arbres fruitiers, leurs récoltes, des tombeaux et des sites historiques appartenant à leur patrimoine culturel.

Les communautés réclament des titres de propriété sur une étendue de 80 000 hectares, l'annulation des permis de coupe et de plantation d'arbres illégalement délivrés, et des indemnités pour les dégâts commis par les entreprises forestières au cours de leurs activités passées. Les Penan ont demandé au tribunal une ordonnance « contre les concessionnaires, leurs entrepreneurs et leurs sous-traitants, pour qu'ils retirent toutes les structures, équipements et machines qui se trouvent dans les territoires coutumiers des plaignants ». Ils considèrent que les permis de coupe et de plantation d'arbres octroyés par le gouvernement sont « oppressifs, arbitraires, illégaux et inconstitutionnels ».

Les travailleurs des entreprises forestières venus de l'extérieur (surtout des hommes) qui se sont installés à proximité des villages indigènes ont tragiquement bouleversé la vie des communautés penan. En septembre 2009, un rapport du gouvernement malais confirmait les déclarations des Penan du Moyen Baram,

suivant lesquelles plusieurs femmes et filles indigènes avaient été violées par des employés des entreprises forestières.

Destruction, bouleversement, violence. Les Penan témoignent de ce que le « développement » en question leur a apporté : « Interhill ne respecte aucunement le fait que nous vivons de la forêt ». « Depuis qu'Interhill est entrée dans notre zone en 1988, nous n'avons vu que la destruction et aucun résultat positif. » « Interhill est en train de polluer nos sources d'eau potable avec de l'huile de graissage et de vieilles batteries de camion. Ils jettent toutes leurs saloperies dans notre fleuve. » [2]

[1] "Penan to sue Sarawak gov't over logging, plantations", 10 décembre 2009, <http://www.borneoproject.org/article.php?id=790>.

[2] Tong Tana, mars 2009, « Pas d'hôtel de luxe au mépris de la forêt pluviale », Fondation Bruno Manser, http://www.bmf.ch/files/tongtana/TT_mars_2009_f.pdf

[index](#)

– Panama : conflit territorial et violation des droits des Naso

Les Naso, que l'on appelle aussi Teribe ou Tjër-Di, vivent dans le Nord-Est du Panama, dans la province de Bocas del Toro, sur un territoire de 1 300 km² qui comprend la plupart du bassin des fleuves Teribe et San San.

Ce peuple autochtone, qui occupait déjà ces terres lorsque les premiers conquistadors sont arrivés dans la région, et qui s'est toujours défendu contre les colonisateurs, continue de pratiquer l'agriculture et la pêche de subsistance en étroite union avec la nature qui l'entoure et lui donne des aliments, de l'abri, la santé, des occupations et des loisirs.

Aujourd'hui il doit lutter pour sa survie : le groupe Ganadera Bocas, arborant un titre de propriété octroyé par l'État et piétinant les droits antérieurs des communautés naso de la région, est arrivé avec des agents de police et des gaz lacrymogènes pour expulser ce peuple originaire d'une étendue de moins de 200 hectares que les Naso revendiquent en tant que partie de leur territoire ancestral et qu'ils rêvent d'intégrer à leur Comarca Naso Tjër-Di.

L'élevage extensif de Ganadera Bocas menace de détruire l'économie traditionnelle des Naso et de les faire disparaître en tant qu'ethnie ; l'entreprise a entièrement déboisé les bassins des fleuves et inondé de coulées de bouse les chemins de la communauté.

Cela fait plusieurs mois que les Naso vivent dans des campements, pour s'y réfugier et pour protester, aussi bien dans la ville de Panamá (Plaza Catedral) qu'à San San Druy, et qu'ils cherchent une solution au conflit foncier. Ils ont été délogés arbitrairement de tous leurs campements.

Le 19 novembre, « sans ordre judiciaire et grâce à l'appui arbitraire du gouverneur de Bocas del Toro, Simón Becker, et à l'arrogance du ministre du Gouvernement et de la Justice, José Raúl Mulino, l'État a violé toutes les lois et laissé dans la rue, en

pleine saison des pluies, deux centaines de personnes qui, d'après les témoignages recueillis dans la zone, n'ont presque rien à manger et ne peuvent s'abriter nulle part de la pluie » [1]. Le 20 novembre, la police anti-émeute a délogé au moyen de grenades lacrymogènes plus de 200 Naso qui vivent dans les villages de San San et San San Druy, en Changuinola, dans la province Bocas del Toro. Après l'expulsion, des employés de l'entreprise Ganadera Bocas sont arrivés avec des machines et ont démolé les logements des habitants.

Les Naso revendiquent leurs terres depuis les années soixante-dix et demandent surtout de créer leur propre Comarca. Pourtant, après tant d'années, ils n'ont pas encore obtenu la reconnaissance officielle de leurs terres traditionnelles.

Le Rapporteur spécial des Nations unies a condamné le délogement des communautés naso du Panama et il a précisé que « l'article 10 de la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones prévoit que '[l]es peuples autochtones ne peuvent être séparés par la force de leurs terres ou territoires. Aucune réinstallation ne peut avoir lieu sans le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones concernés et un accord sur une indemnisation juste et équitable et, lorsque cela est possible, la faculté de retour.' »

Il s'agit non seulement d'un conflit territorial mais d'une question de droits de l'homme. Ainsi, le Rapporteur spécial a déclaré : « En particulier, j'exhorte le gouvernement à reprendre immédiatement le dialogue avec les indigènes naso concernés pour parvenir à une solution pacifique de ce problème » [2].

Shi Nasoga Unkon – Nous sommes tous des Naso

[1] <http://www.panamaprofundo.org/boletin/pueblosindigenas/gases-lacrimogenos-y-violencia-en-comunidades-naso.htm>.

[2] Relator ONU condena desalojo de comunidades Naso en Panamá y exhorta al diálogo,
<http://tiny.cc/0G2qt>.

[index](#)

– Pérou : résistance en Amazonie contre le groupe Romero, cultivateur de palmiers

La forêt n'est pas à vendre ! La forêt est à défendre ! Telle est la clameur qu'on entend dans le district de Barranquita, province de Lamas, région de San Martín. Les habitants des hameaux du bassin du fleuve Caynarachi, dans l'Amazonie péruvienne, ont toujours été les véritables gardiens de la forêt ; ils ont préservé dans leurs propres parcelles son immense richesse hydrique, floristique et faunique. Or, le droit de propriété qu'ils ont acquis sur la terre qu'ils travaillent a été violé.

En effet, vers la mi-2006 l'État a adjugé près de 7 000 hectares à l'entreprise Agropecuaria del Shanusi, membre du groupe Romero, pour l'établissement de plantations de palmiers à huile qui avaient été déclarées d'intérêt national. La

concession est occupée par des centaines de paysans qui attendent depuis des années de recevoir leurs titres de propriété, qu'on leur refuse sous prétexte que l'entreprise a demandé cette terre et que la surface qu'ils exploitent est réduite... parce qu'ils maintiennent trop de forêt primaire !

L'entreprise a commencé à préparer le terrain pour la plantation de palmiers en défrichant presque toute la zone. D'après l'agence d'information Servindi [1], à la fin 2009 l'entreprise s'est dépêchée de construire « un chemin carrossable qui traverse la propriété dénommée Palmas del Oriente, d'extraire des minerais non métalliques dans le mont Lorocache, de détourner des ruisseaux et d'en assécher quelques autres qui prenaient leur source au mont Lorocache, de s'approprier un lac immense dénommé Cocha Muerta et d'y mettre un panneau qui dit 'Propriété privée', le tout sans avoir obtenu les autorisations nécessaires des organismes correspondants. À cela s'ajoute l'extraction de bois en abondance ».

Des centaines de travailleurs y sont à l'œuvre avec des tronçonneuses, des machettes, des haches et des tracteurs ; des hélicoptères survolent la zone, qui est surveillée par du personnel de sécurité. « Il y a plus de 50 opérateurs de tronçonneuses et hommes de main qui font ce qu'ils veulent dans la forêt. Barranquita va se soulever et cela pourrait aboutir à un nouvel affrontement comme celui de Bagua », a dit César Soria, maire du district de la région San Martín ; il a dénoncé en outre que les propriétaires des entreprises n'avaient laissé que des centaines d'hectares de terres dévastées et des cours d'eau bouchés par le passage de tracteurs et d'autres machines lourdes, déplaçant les communautés et entravant leur circulation [2].

Profitant de la nouvelle loi sur l'arrestation de citoyens, l'entreprise a rasé les cultures et les logements des paysans, en plus de maltraiter et de faire arrêter quelques-uns d'entre eux. Servindi a rapporté qu'un des paysans avait passé un mois en prison et qu'il est encore tenu de comparaître en justice.

Toutes ces manœuvres ont forcé quelques-uns à vendre leurs terres et à partir, mais elles ont provoqué aussi des protestations massives. En 2008, les habitants de Barranquita ont pris des mesures conservatoires pour éviter qu'une entreprise du groupe Romero, Agrícola del Caynarachi S.A., puisse entrer dans la zone. Invoquant la loi n° 653 sur la promotion des investissements et sans avoir consulté les communautés, le gouvernement avait adjugé à l'entreprise, en 2007, la propriété de 3 000 hectares dénommée 'Palma del Oriente', pour la production industrielle de palmiers à huile. Cette mesure a paralysé les plans de développement de la Table de concertation de lutte contre la pauvreté à Barranquita, en plus d'affecter la forêt primaire et les terres voisines de plusieurs annexes de Barranquita situées sur les marges du fleuve Caynarachi [3].

Les activités de l'entreprise ont dévasté les forêts communales et porté atteinte aux droits des paysans du district de Barranquita. La population de Barranquita exige que les propriétés soient titularisées et que le contrat d'achat de la surface adjugée à l'entreprise ne soit pas autorisé.

Le 7 janvier, l'indignation des paysans de la zone face à la violation de leurs droits et à la destruction de la forêt primaire du district, l'une des rares qui restent dans la

région, a donné lieu à une marche et à une grande mobilisation. Le Comité de lutte du district de Barranquita a manifesté son opposition au groupe Romero et aux concessions du gouvernement central ; il a réaffirmé « sa décision de défendre les droits des citoyens et l'environnement avec toute sa diversité biologique, et qu'aucune entreprise ne s'installera dans son territoire sans son consentement préalable » [4].

[1] "Perú: Denuncian crimen ecológico del Grupo Romero en Barranquita, bajo Huallaga, San Martín", Barranquita Resiste, 23 décembre 2009, Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/20681>.

[2] "Autoridades y dirigentes de Barranquita anuncian protestas para proteger sus bosques", Inforegión, 4 janvier 2010, <http://www.inforegion.pe/portada/45514/autoridades-y-dirigentes-de-barranquita-anuncian-radicalizacion-de-protestas-para-protger-sus-bosques/>.

[3] http://barranquitaperu.blogspot.com/2008_09_01_archive.html.

[4] "Movilización de dirigentes en San Martín", 7 janvier 2010, http://www.youtube.com/watch?v=Gu7SQBwc-IQ&feature=youtube_gdata

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

– Afrique du Sud : les prairies sont en danger

Les forêts naturelles ne sont pas les seuls paysages que les plantations d'arbres sont en train d'envahir. Les prairies indigènes de l'Afrique du Sud, riches en diversité biologique, sont maintenant remplacées à toute vitesse par la monoculture d'espèces très consommatrices d'eau, comme l'eucalyptus et le pin, utilisées pour l'exportation de pâte à papier.

Nous sommes à God's Window, un point d'observation très connu situé au bord de l'escarpement de Drakensberg, dans le Nord-Est du pays. À nos pieds, un ravin de 700 mètres de profondeur plonge dans une mer de feuillage sombre. Des kilomètres et des kilomètres de forêt s'étendent de là jusqu'au parc national Kruger, sur la frontière du Mozambique.

« Le problème est que ce ne sont pas des forêts. Ce sont des plantations géantes d'origine étrangère », explique Philip Owen, coordinateur de Geosphere, une organisation écologiste financée par la Société suédoise pour la conservation de la nature.

Quand les premiers Européens sont arrivés ici dans les plaines basses, le paysage que nous voyons était dominé par la prairie et la savane, avec des forêts indigènes seulement dans les vallées des fleuves. Aujourd'hui il ne reste que des vestiges de cet écosystème originel.

« Beaucoup de personnes voient les prairies comme des paysages uniformes,

alors qu'elles contiennent en fait une énorme diversité : 82 espèces de plantes par kilomètre carré et une profusion d'insectes, d'oiseaux et de petits mammifères. Une seule espèce végétale sur six est une graminée ; les autres sont surtout des vivaces résistantes. Certaines peuvent survivre des milliers d'années au même endroit. »

Plus de soixante pour cent des prairies d'Afrique du Sud ont disparu et ne pourront jamais être restaurées. Ici, dans la province de Mpumalanga, le processus se poursuit depuis des générations, depuis si longtemps que beaucoup considèrent aujourd'hui les eucalyptus australiens et les pins mexicains comme des espèces indigènes. Les premiers ont été plantés il y a un siècle pour produire du bois pour l'industrie minière.

Ces plantations couvrent à présent un million et demi d'hectares, dont 600 000 à Mpumalanga. La route qui va de God's Windows à la capitale de la province, Nelspruit, ressemble à celles qui traversent la forêt dans le Nord de la Suède mais les rangées d'arbres parfaitement alignés et le sol grisâtre et épuisé racontent une histoire différente.

Le sol de cette région manque des microorganismes nécessaires à la décomposition des feuilles d'eucalyptus et de pin. La voûte de feuillage empêche le passage de la lumière, tandis que les racines pénètrent jusqu'à la nappe d'eau souterraine.

« Ces pins absorbent 25 litres d'eau par jour, et les eucalyptus peuvent en consommer jusqu'à 600, beaucoup plus que n'importe quelle espèce d'arbre indigène », dit Philip Owen.

Philip a lancé Geasphere en 1999, après un grand sommet concernant la crise de l'eau en Afrique du Sud. À beaucoup d'égards, les dégâts ne vont pas se poursuivre à Mpumalanga. Les plantations sont là mais leur expansion est limitée par le manque de terres disponibles. Néanmoins, les efforts de Geasphere vont bien au-delà de cette région. L'organisation diffuse des informations et exerce de l'influence dans les pays voisins, le Mozambique et le Swaziland, où les espèces exotiques avancent rapidement. Dans le tout petit Swaziland elles couvrent aujourd'hui dix pour cent du territoire.

« Le développement est crucial pour le Sud de l'Afrique mais la multiplication des plantations d'arbres n'est pas le modèle à suivre. Elles ne créent pas beaucoup d'emplois ni de revenus et elles ont de fortes répercussions sur l'accès à l'eau, sur la diversité biologique et sur les structures sociales. »

Philip trouve particulièrement contrariant que plus de 80 % des plantations d'arbres sud-africaines aient été certifiées par le FSC en tant que forêts gérées de façon responsable. Cela donne aux consommateurs du Nord une image trompeuse de la réalité. Or, c'est dans les pays industrialisés que la plupart du bois est consommé.

À l'ouest de Nelspruit se trouve l'usine papetière la plus grande de l'Afrique du Sud, Ngodwana. En arrivant dans la vallée, l'air est lourd de l'odeur de sulfate. Une brume jaunâtre nous entoure bien avant que les cheminées ne se dressent à l'horizon.

« L'écoulement de l'eau est considéré comme suffisant pour diluer les déchets et les ramener à un niveau 'acceptable', mais on oublie que les périodes de sécheresse sont en train de s'allonger et que cela fait diminuer le débit. »

L'usine produit 500 000 tonnes de pâte de papier par an, surtout pour l'exportation. La demande est forte et le propriétaire de l'usine, le groupe multinational Sappi, prévoit d'accroître la production de 70 %. La matière première additionnelle sera obtenue en partie en remplaçant les pins par des eucalyptus, qui croissent plus vite mais consomment davantage d'eau. L'augmentation de la production ne se traduira pas par une augmentation du nombre d'emplois.

Tandis que l'Afrique du Sud, la « Nation Arc-en-ciel », lutte pour l'égalité des blancs et des noirs, la situation en matière de travail semble être restée figée dans le temps. Les travailleurs noirs vivent dans la vallée, où nous avons visité Bhamgee, un bidonville chaotique où il n'y a même pas de rues ni d'installations élémentaires. Le petit village d'autrefois s'est élargi pour accueillir les prostituées attirées par le nombre d'ouvriers de l'usine et de routiers. La prostitution, le VIH et le SIDA y sont devenus endémiques.

Plus haut, sur les pentes des montagnes, les employés de niveau plus haut vivent dans des villages clôturés. En tant que visiteurs blancs et bien que notre visite n'ait rien d'officiel, nous passons sans problème devant le garde de sécurité armé, qui est noir. On ne voit que des employés blancs à l'extérieur des villas luxueuses devant lesquelles il y a souvent deux voitures garées. Des pelouses vertes séparent les maisons, et l'ensemble fait penser à un quartier riche en Suède.

Philip Owen a grandi pendant l'apartheid. Il décrit ses années d'école à Nelspruit comme une sorte de lavage de cerveau, à l'opposé de son expérience à la maison où les limites raciales étaient moins démarquées. À Geasphere, les noirs et les blancs travaillent côte à côte. Trente kilomètres plus loin, chez Philip, j'ai rencontré Thelma Nkosi et December Ndlovu qui travaillent tous deux pour l'organisation.

« Les plantations ont beaucoup d'effets négatifs sur la société, et le manque d'eau touche surtout les femmes, qui sont forcées d'aller bien plus loin pour trouver de l'eau et du bois », explique Thelma.

La vie est devenue moins sûre. Il est dangereux de passer par les plantations où se cachent souvent des violeurs et des criminels. Les arbres provoquent l'érosion, l'épuisement du sol et la diminution des aliments disponibles. Les répercussions sociales sont aussi évidentes.

« Notre identité est menacée lorsque les plantations envahissent les sites rituels. Les cimetières des ancêtres deviennent inaccessibles, les arbres qui ont des fonctions traditionnelles disparaissent et les cérémonies d'initiation, parmi d'autres, ne peuvent plus y avoir lieu », explique December.

Les expériences à Mpumalanga sont importantes pour des pays moins riches, comme le Mozambique et l'Angola.

« Ils réclament des investissements parce qu'il est facile de croire à la propagande

des entreprises forestières. Les inconvénients ne se voient que plus tard », dit Thelma.

L'activisme environnemental de Philip s'est déclenché lorsqu'on a fait des plantations d'arbres sur la montagne qui domine Sudwalaskraal. Philip vit là, dans la ferme familiale que son grand-père a achetée en 1960 et que des membres de la famille se partagent aujourd'hui. Le flanc de la montagne est couvert de forêt tropicale indigène ; les ravins sont criblés de grottes de calcaire vieilles de trois milliards d'années que des humains (*homo habilis*) habitaient il y a 1,8 million d'années. Les grottes de Sudwala sont des merveilles géologiques et historiques qui attirent chaque année une foule de visiteurs.

Les effets des plantations sont évidents. Les parois des grottes ne gouttent plus, on y apporte de l'eau par des tuyaux. Les sources qui alimentaient la forêt n'ont plus d'eau pendant la saison sèche.

Nous marchons jusqu'à la prairie qui reste au sommet de la montagne. Le soleil couchant nous donne un aperçu de la beauté saisissante du paysage originel. La femme de Philip, Elsmarie, nous montre des herbes rares, des graminées et des tanières de serpents, mais aussi de petits pins qui réussissent toujours à s'y faufiler depuis la plantation qui se dresse comme une muraille sombre de l'autre côté de la montagne.

« Il faut constamment lutter pour éviter la propagation d'espèces non indigènes. En Afrique du Sud, les arbres qui ont poussé sans contrôle couvrent une superficie aussi grande que celle des plantations. On peut abattre les pins mais, pour enlever les eucalyptus, il faut empoisonner les racines », explique Philip.

Des étendues de prairie noircie témoignent d'incendies récents. Il faut que cela arrive régulièrement pour maintenir la diversité biologique, mais quand le feu trouve une plantation d'arbres les effets peuvent être dévastateurs.

« Ces derniers temps nous avons eu de graves incendies de forêt qui ont tué de nombreuses personnes. Autrefois, les arbres indigènes accumulaient de l'humidité et jouaient le rôle de coupe-feu, mais à présent tout est trop sec. La chaleur est si forte que la surface du sol est cuite en une croûte dure. L'eau de pluie ruisselle et s'évapore au lieu de pénétrer dans la terre. »

Le lendemain nous avons suivi December dans sa ville natale, Bushbuck Ridge. Le contraste avec les fermes blanches est saisissant. Ici, un million de personnes vivent dans un bidonville tentaculaire, souvent sans eau ni électricité. December nourrit sa famille en lavant des voitures dans un hangar à côté de sa maison.

Plus de 80 pour cent des Sud-africains utilisent les médecines traditionnelles plutôt que les techniques occidentales. À mesure que les prairies disparaissent les praticiens ont de plus en plus de mal à trouver leurs matières premières. December nous mène chez Hilda Calinah Manyike, une *nganga* ou guérisseuse herboriste, titulaire d'un permis officiel pour cueillir des herbes médicinales dans les parcs nationaux et les réserves. Sa cabane contient une petite pharmacie.

« Avant, il était plus facile de trouver toutes les herbes qu'il me fallait. À présent je dois parcourir de longues distances pour les trouver et quelques-unes n'y sont plus. »

Hilda ne peut plus traiter certaines affections, comme l'asthme, et elle est obligée d'adresser ses patients à un médecin occidental, quand ils peuvent le payer.

À l'est, Bushbuck Ridge est limité par le parc national Kruger. Dans ce parc clôturé vivent les mêmes grands animaux qui erraient autrefois à travers les plaines basses et les savanes environnantes.

En franchissant l'entrée du parc nous devons freiner pour laisser passer un troupeau d'éléphants. Des gnous, des girafes, des zèbres et divers antilopes vagabondent des deux côtés du chemin. Nous y voyons aussi des babouins que les entreprises forestières ont exterminés dans les plantations.

Nous passons la nuit dans le parc. Dans le noir, j'entends les éléphants qui se déplacent pesamment comme d'énormes machines. À l'aube, un lion rugit.

« La diversité biologique de ces prairies a soutenu la vie humaine pendant des millénaires. Tout a été entièrement transformé au cours des cents dernières années », dit Philip, qui souhaite voir le monde se réveiller.

« Des herbages comme la prairie nord-américaine, la puszta hongroise et la steppe russe sont les types de végétation les plus menacés de tous. Quatre-vingts pour cent d'entre eux ont déjà disparu et ne peuvent pas être restaurés. »

Tiré de « Sveriges Natur », magazine de la Société suédoise pour la conservation de la nature.

[index](#)

– Brésil : les effets négatifs de la monoculture de l'eucalyptus portent à suspendre cette activité dans plusieurs localités de l'État de Sao Paulo

D'après le géographe Carlos Walter Porto-Gonçalves, les modèles économiques fondés sur la monoculture seront toujours incompatibles avec un environnement sain et équilibré. Toute plantation industrielle, et en particulier celle de millions d'eucalyptus clonés, est incompatible avec le développement durable.

Les tragédies vécues par les paysans de Vale do Paraíba ont déjà permis de constater que la prolifération des plantations d'eucalyptus dans cette région est en train de provoquer une série de dégâts écologiques sans précédent. En raison du manque absolu de contrôle étatique, les entreprises responsables de l'escalade des plantations océaniques d'eucalyptus ne respectent aucune norme environnementale et elles pratiquent cette monoculture délétère sur les sommets des montagnes, dans les zones où les fleuves prennent leur source, dans les forêts galerie et, à Taubaté surtout, dans le bassin même du fleuve Una qui approvisionne en eau potable les populations de Taubaté et Tremembé. Cette zone est

officiellement protégée par la municipalité de Taubaté en raison de sa grande richesse hydrique, esthétique et écologique. Pourtant, elle a été envahie par de grandes plantations d'eucalyptus, en violation flagrante et impunie des lois sur la protection de l'environnement, qui interdisent explicitement les activités sylvicoles dans les zones de conservation parmi lesquelles figure le bassin du fleuve Una, aujourd'hui dépouillé.

En outre, une plantation d'eucalyptus ne peut pas être prise pour une forêt parce qu'elle n'accomplit pas le cycle biologique de restitution des nutriments, caractéristique des forêts indigènes, et qu'elle est incompatible avec la diversité biologique.

Les eucalyptus clonés ayant une faible capacité foliaire (un feuillage peu touffu) ils interceptent très peu l'eau de la pluie et, comme on les plante sur les sommets des montagnes, presque toute cette eau parvient directement au sol, ruisselle sur la surface découverte et sèche, emporte les rares nutriments et contribue ainsi à la désertification des zones plantées et à l'envasement des cours d'eau dans les terres basses.

D'autre part, la rapidité de la croissance des eucalyptus clonés (qui peuvent être récoltés six ans après avoir été plantés) fait que les nutriments qu'ils tirent du sol appauvri des plantations soient finalement détruits lorsque les arbres sont abattus et utilisés pour la production industrielle de pâte. Le résultat est une terre absolument dévastée, un paysage lunaire peuplé uniquement de souches mortes. Tel est l'héritage de l'expansion effrénée des plantations d'eucalyptus.

Aux effets nuisibles à l'environnement s'ajoute le fait indiscutable que les plantations industrielles d'eucalyptus dépendent fortement de l'application de tonnes d'herbicides à base de glyphosate qui, en plus d'être dangereux pour l'environnement, sont cancérigènes. Comme ces substances toxiques sont souvent appliquées à des arbres plantés sur les sommets des montagnes, la pluie et la pesanteur les font descendre vers les terres basses des alentours, où elles polluent les fleuves, les ruisseaux et les sources, avec des effets dévastateurs dont on n'a pas encore mesuré toute la portée. Un exemple particulièrement dramatique est celui de la zone de Piquete, où le glyphosate a tué plus de 8 000 kilos de poissons, des centaines de porcs, des oiseaux, des batraciens et des arbres fruitiers, en plus de porter atteinte à la santé des personnes qui habitaient autour de la vaste plantation d'eucalyptus où ce produit chimique si dangereux a été utilisé à tort et à travers.

Dans une étude considérée comme un ouvrage de référence en la matière, le chercheur Augusto Ruschi affirme que l'impressionnante consommation d'eau des plantations d'eucalyptus à croissance rapide est à l'origine de la pénurie d'eau constatée dans le Nord déjà dévasté de l'État d'Espirito Santo.

En outre, la constitution d'énormes latifundiums couverts de cette espèce exotique finit par anéantir la diversité culturelle des communautés paysannes. Tout comme l'agriculture et l'élevage familiaux qu'elles ont pratiqués pendant des siècles sont devenus inviables à cause de l'expansion débridée des plantations d'eucalyptus, certaines manifestations culturelles traditionnelles ont disparu également, tels les

festivals et les cérémonies religieuses qui avaient lieu autour des sites considérés comme sacrés par la population locale. Ainsi, les vastes étendues de plantations d'eucalyptus continuent d'apporter tous les malheurs imaginables à une région déjà ravagée par l'expansion de la monoculture.

Le visage « écolo » de l'agro-industrie est donc trompeur. Les grandes plantations d'eucalyptus ne sont pas des forêts, et elles ne créent même pas un dixième des emplois qu'annoncent les entreprises propriétaires. Les effets dramatiques de ces plantations sur la société et l'environnement ont poussé le Défenseur du peuple de l'État de Sao Paulo à porter l'affaire en justice, avec succès. Dans les trois procès intentés, à Sao Luiz do Paraitinga, au District de Catuçaba et à Piquete, les tribunaux ont ordonné la suspension de tout nouveau projet de plantation industrielle jusqu'à ce que les entreprises responsables de cette exploitation démesurée des ressources naturelles aient fait les évaluations d'impact environnemental requises et organisé les audiences publiques correspondantes chez les populations affectées.

Source : résumé de l'article "Eucalipto, monocultura e insustentabilidade ambiental", de Wagner Giron de la Torre, Défenseur du Peuple de l'État de Sao Paulo et Coordinateur de l'office du Défenseur régional de Taubaté. L'article complet a été publié dans le numéro spécial du journal Contato n° 438 qui commémorait le 364e anniversaire de Taubaté, Sao Paulo.

[index](#)

– Indonésie : le gouvernement propose 21 millions d'hectares de plantations pour atteindre les objectifs climatiques

Deux réalités différentes coexistent dans le secteur forestier de l'Indonésie. Dans l'une, on continue de détruire la forêt, de drainer les tourbières, d'abattre et de brûler les forêts et de les remplacer par des plantations industrielles d'arbres. Les droits des peuples autochtones et des communautés locales sont également rasés au bulldozer. Dans l'autre réalité, on plante des arbres, on restaure les forêts et les émissions de gaz à effet de serre seront bientôt de l'histoire ancienne.

À l'occasion, ces deux réalités entrent en collision. En décembre 2009, Cornelis, gouverneur du Kalimantan occidental, faisait un discours sur la campagne du gouvernement « Un homme, un arbre », mais il était sans cesse interrompu par le bruit des camions qui circulaient sur l'autoroute Trans-Kalimantan chargés de troncs récemment coupés. « Je suis en train de parler du mouvement pour la plantation d'arbres pendant qu'un camion chargé de piles de bois passe à côté », a-t-il dit, d'après le Jakarta Globe, et il a ajouté : « Si nous demandons aux chauffeurs leurs permis, je pense qu'ils ne les auront pas ». Après avoir été interrompu par quatre camions, Cornelis a demandé à la police de ne plus les laisser passer par là... jusqu'à la fin de son discours.

En septembre 2009, le président de l'Indonésie, Susilo Bambang Yudhoyono, a dit pendant le sommet du G-20 aux États-Unis que son pays « va changer le statut de nos forêts ; après avoir été un secteur producteur d'émissions nettes, elles

deviendront, d'ici à 2030, des puits de carbone nets ». Il a annoncé aussi que, d'ici 2020, l'Indonésie prévoyait de réduire ses émissions de 26 % par rapport au taux habituel.

Yudhoyono a réitéré cet objectif de 26 % à Copenhague, pendant les négociations sur le climat. « L'Indonésie a dit qu'elle avait décidé sérieusement de réduire de 26 % ses émissions de carbone d'ici 2020, mais le président a menti en parlant de sérieux », a dit au Jakarta Post Teguh Surya, militant de la campagne de Walhi pour les forêts.

Pendant que les forêts indonésiennes brûlent, le gouvernement espère une expansion massive des industries de l'huile de palme et du papier, responsables directes et indirectes d'une bonne partie de ces incendies. On prévoit de planter 20 millions d'hectares de palmiers à huile et 10 millions d'hectares d'arbres à pâte. Et le ministère des Forêts entend donner à des entreprises minières plus de 2,2 millions d'hectares de forêt au cours des dix prochaines années. Tout cela est très mauvais mais les choses pourraient devenir bientôt beaucoup plus graves.

Le 6 janvier 2010, Zulfikli Hasan, Ministre des Forêts de l'Indonésie, a révélé le plan astucieux du gouvernement pour atteindre ses objectifs en matière d'émissions : 21 millions d'hectares de « nouvelles forêts ». « Si le projet décrit est mis en œuvre, si les plantations sont faites, nous pouvons dépasser 26 % », a dit Hasan aux journalistes à Djakarta. Il faudra planter chaque année une surface de 500 000 hectares, à un coût de 269 millions USD.

Bien entendu, ces 21 millions d'hectares de « nouvelles forêts » ne seront pas du tout des forêts, ce seront des plantations. Cela fait 20 millions d'hectares de palmiers à huile, 9 millions d'hectares d'arbres à pâte et 21 millions d'hectares d'arbres pour piéger du carbone. Au total, 51 millions d'hectares de plantations.

En Indonésie, les projets de promotion des plantations ont toujours été associés à la corruption et à la fraude. Un rapport récemment publié par le Centre international de la recherche forestière (CIFOR) examine de près le Fonds pour le reboisement du gouvernement indonésien, mis en place en 1989 pendant la dictature de Suharto. La plupart de l'argent est allé à des entreprises étroitement liées aux élites politiques. Ces entreprises ont abattu des forêts, elles ont menti en ce qui concerne la superficie plantée, ont investi très peu dans la zone et ont empoché l'argent. Un audit fait en 1999 par Ernst and Young a constaté que plus de 5 milliards USD avaient disparu du fonds pour le reboisement entre 1993 et 1998. Cet audit n'a pas été publié.

En plus de l'argent que l'on répand un peu partout pour les plantations proposées, l'Indonésie pourrait recevoir de fortes sommes grâce aux projets REDD. D'après un rapport de l'Indonesian Forest Climate Alliance, si l'Indonésie réussissait à diminuer le déboisement de 30 % elle recevrait 4,5 milliards USD par an. Christopher Barr, co-auteur du rapport du CIFOR, signale que la situation s'est améliorée depuis la chute de Suharto en 1998. Mais sans une meilleure supervision financière, « les nombreux problèmes que le Fonds pour le reboisement a eus pendant les 20 dernières années risquent fort de réapparaître », a dit Barr à Reuters. Le rapport du CIFOR remarque que « aussi bien pendant qu'après le gouvernement Suharto, la

mauvaise gestion financière et l'administration inefficace des recettes de la part des institutions gouvernementales à tous les niveaux ont empêché la bonne utilisation du Fonds pour le reboisement ».

L'enthousiasme du gouvernement indonésien à l'égard de REDD est encore un exemple de l'existence de deux réalités parallèles. Dans la réalité illusoire des défenseurs de REDD, la corruption va disparaître. Les entreprises huilières et papetières seront payées pour ne pas détruire la forêt et n'utiliseront pas l'argent pour étendre leurs activités destructrices ailleurs. En fixant un prix au carbone, les forêts auront plus de valeur si on les laisse debout que si on les coupe. Voilà la théorie. Or, pour que cela fonctionne le prix des compensations de carbone devra être plus élevé que celui de l'huile de palme. Il est fort improbable (et impossible à prédire) que cela puisse arriver pendant la durée d'un projet REDD. Ce qui est certain est que, tant que le gouvernement encouragera l'expansion des industries responsables de la destruction des forêts, le déboisement continuera.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

– Mozambique : les plantations de pins et d'eucalyptus avancent sur les terres des paysans dans le Nord du pays

Dans plusieurs provinces du Nord du Mozambique, les plantations de pins et d'eucalyptus avancent sur des terres qui appartiennent à des communautés de familles paysannes. Il s'agit d'un processus relativement récent, encouragé par le gouvernement mozambicain qui voit dans la monoculture d'arbres un moyen d'accélérer le développement et le progrès, surtout dans les régions les plus éloignées, comme la province de Niassa.

Les principales incitations à la monoculture d'arbres se concentrent sur cette province, la plus éloignée de la capitale Maputo et la plus étendue, mais aussi la moins peuplée, des dix provinces que compte le pays. Ces caractéristiques sont très importantes pour les entreprises : on y trouve de nombreuses terres plates et fertiles.

Les entreprises disposent de concessions accordées par le gouvernement central, qui permettent la plantation d'environ 250 000 hectares pendant une période de 50 ans. À l'heure actuelle les entreprises installées dans la région sont cinq et elles ont au total 11 000 hectares plantés, mais elles projettent d'atteindre 100 000 hectares dans les prochaines années. Le financement provient du gouvernement suédois et d'un fonds dénommé Global Solidarity Forest Fund, créé par plusieurs églises suédoises et finnoises. Ce fonds affirme qu'il offre de l'emploi aux communautés et qu'il plante des arbres dans des terres dégradées que la communauté a abandonnées.

Pourtant, on a constaté que l'expansion de la monoculture d'arbres dans la province de Niassa avait déjà eu plusieurs conséquences négatives. La visite d'une dizaine

de communautés de plusieurs districts a mis en évidence que cette expansion avait surtout des répercussions importantes sur l'accès des communautés à la terre. Premièrement, les entreprises sont en train d'occuper les terres proches des villages parce qu'elles sont situées à proximité des routes et que le transport de la production en est facilité. Plusieurs communautés ont dû accepter la présence des entreprises qui avaient déjà obtenu la concession du gouvernement central ; dans certains cas, il y a eu tout au plus une négociation concernant l'endroit où l'entreprise en question pouvait occuper des terres.

Deuxièmement, les communautés ne sont pas d'accord avec l'affirmation que les entreprises utilisent des terres dégradées. Ce qui se passe est que les communautés laissent la terre en jachère pendant quelques années après un cycle de plantation, mais cela ne veut pas dire que la terre soit abandonnée. La plantation de pins et d'eucalyptus à ces endroits diminue la disponibilité future de terres pour la communauté. Il faut signaler que 80 % de la population de la province habitent à la campagne.

En ce qui concerne l'emploi, il s'agit d'un argument dont les entreprises se servent pour que la communauté accepte les plantations, mais les gens se plaignent que les emplois sont temporaires, que les salaires sont très bas et que le transport n'est pas toujours assuré.

L'Union nationale des paysans (UNAC) du Mozambique, membre de La Vía Campesina, et l'Union des paysans et des associations (UCA) du district de Lichinga et des districts voisins sont en train d'avertir les communautés rurales et la société en général de ces effets négatifs. Elles proposent en échange d'appuyer et d'encourager davantage la production locale d'aliments car, comme disent plusieurs leaders, « personne ne mange d'eucalyptus ». En outre, ces organisations affirment qu'avant que les entreprises commencent à occuper des terres il faut appliquer et faire respecter la Loi foncière de 1997, qui garantit aux communautés paysannes la disponibilité et la possession de terres.

Winnie Overbeek. Article fondé sur un voyage d'échange au Mozambique en novembre 2009.

[index](#)

– Uruguay : un endroit où les mensonges sur les plantations sont plus qu'évidents

L'établissement de plantations industrielles d'arbres est précédé, dans le monde entier, d'une série de promesses qui servent à tromper la population locale. Quelques années plus tard on commence à constater que ces promesses ne se concrétisent pas et que la situation a même empiré, mais c'est trop tard : les entreprises se sont approprié le territoire et les plantations sont là.

La ville de Tranqueras, située dans le Nord du pays dans le département de Rivera, est peut-être un des exemples les plus évidents de cette escroquerie forestière.

Avant l'arrivée des plantations d'arbres, Tranqueras était appelée « la capitale de la pastèque » car les sols sablonneux qui l'entouraient étaient particulièrement aptes à la culture de cette plante. Bien entendu, cette activité n'était pas la seule de la région : l'élevage et la culture d'autres produits agricoles y étaient pratiqués aussi, surtout par des producteurs familiaux, petits et moyens.

Aujourd'hui, Tranqueras est devenue « la capitale de la pastèque et des plantations d'arbres ». Pourtant, ce n'est que par miracle qu'on y trouve une pastèque car tous les sols aptes ont été occupés par d'énormes plantations de pins. Une grande scierie s'est installée dans la ville pour transformer le bois de pin.

Si les promesses d'emploi et de développement avaient été vraies, Tranqueras devrait se trouver dans une excellente situation, puisque le travail dans le traitement du bois s'ajouterait au travail dans les plantations. Or, la vérité est toute autre, comme le prouvent les témoignages suivants, recueillis en novembre 2009 :

« La prospérité que devait apporter la plantation d'arbres ne se voit nulle part à Tranqueras. Au contraire : avant, il y avait deux banques, deux pompes à essence, une coopérative agricole, une rizerie, une fabrique de pâtes alimentaires, un bureau de la DGI et bien d'autres choses. Aujourd'hui, presque tout a disparu. Qu'est-ce qui a grandi à Tranqueras ? La population, avec davantage de *peludos* [ouvriers agricoles] qui gagnent des salaires de *peludos* [très bas] et qui ont des mentalités de *peludos* [ils n'aspirent à rien d'autre]. Une population qui ne dépasse pas la sixième année d'école, qui n'a d'autre expectation que d'avoir un arbre à élaguer. Où est le progrès ? » D'après plusieurs témoignages, 90 % des travailleurs forestiers sont des manœuvres.

Le témoignage qui résume le mieux la situation est celui d'une apicultrice qui donne des cours d'apiculture en tant que source de revenus alternative. « Nous devons apprendre à vivre avec le cancer [les plantations de pins et d'eucalyptus]. Nous n'avons pas le choix et c'est pour cela que nous essayons d'en tirer profit. » Cela veut dire que la seule possibilité qui leur reste est d'essayer de produire du miel grâce à la floraison des plantations de pins (qui n'apportent que du pollen) et des plantations d'eucalyptus (qui sont meilleures pour la production de miel mais qui restent relativement rares dans la région).

La ressemblance avec le cancer est très claire : les plantations affectent gravement les écosystèmes locaux et la survie de la population.

Toutes les personnes interviewées, sans aucune exception, soulignent l'effet que les plantations ont sur l'eau. L'une d'elles dit que « les cours d'eau ont diminué, des puits de 8 à 10 mètres sont secs ». Une autre ajoute que « le dessèchement du sol est évident, des endroits qui étaient des marais sont secs aujourd'hui, on les traverse en voiture ».

La disparition de l'eau rend impossibles d'autres productions et les gens se voient forcés de vendre leurs terres... aux mêmes entreprises qui ont provoqué le problème. Par exemple, certains souhaitent s'adonner à l'agriculture biologique « mais le problème est que nous n'avons pas d'eau ; des puits de 20 mètres sont taris et, à l'heure actuelle, il faut avoir des puits artésiens de 60 mètres de

profondeur, qui coûtent au moins 4 000 dollars ». La production de pastèques n'existe pas non plus, « parce qu'il n'y a pas de place pour les planter et parce qu'il n'y a pas d'eau ».

En outre, l'eau est polluée, aussi bien par les produits toxiques utilisés dans les plantations que par l'énorme quantité de pollen des pins. Une personne a raconté que « l'eau est empoisonnée » et qu'elle connaît quelqu'un « qui a loué un champ voisin mais a dû le rendre parce que les bestiaux ne buvaient pas l'eau et s'ils le faisaient ils mouraient ». Un conseiller municipal de Tranqueras décrit ainsi le processus : « Quand on va faire une plantation d'arbres on commence par tuer tout ce qui est vivant. Des équipes sortaient avec de petits pots de poison et une cuillère, 14 ou 15 personnes à 7 mètres de distance l'une de l'autre ; elles faisaient cinq pas et déposaient une cuillerée de poison. Tout le champ était empoisonné et s'il pleuvait le poison se répandait, et puis le poison arrive aux cours d'eau et s'infiltre dans l'aquifère. Il y a environ deux ans, beaucoup de poissons sont morts ; on ne sait pas si c'était à cause de l'excès de pollen de pin, ou à cause de ces poisons, ou parce que la température était très basse ».

Le problème du pollen « est terrible en juillet-août et jusqu'en septembre. Il se faufile partout, il passe sous les portes, on le trouve sur les meubles, dans les seaux d'eau (l'eau devient baveuse), on voit des poissons morts dans la rivière avec une couche de pollen dessus ». « Il y a des cas de conjonctivite et des allergies provoquées par le pollen des pins. »

En ce qui concerne la flore, « au-dessous des pins il ne reste rien, tout meurt ». Les apiculteurs connaissent bien ce problème ; leurs abeilles ne trouvent que des pins et des eucalyptus pour faire leur miel.

Quant à la faune, elle est affectée aussi bien par les produits chimiques que par les changements des écosystèmes. « Les perdrix, les tatous, les lézards, tout est mort quand on a appliqué les produits toxiques, parfois en avionnette ». « Certains animaux ont migré ». Le sanglier (une espèce introduite) est devenu une peste, « on ne peut plus avoir de moutons ». « Un sanglier peut parcourir 50 km en une nuit ; il y a des gens qui avaient 90 brebis et qui n'ont plus que 15 à cause des sangliers qui, parfois, attaquent même les veaux. Le problème s'aggrave d'année en année. Le plus souvent ce sont des troupeaux de 5 à 10 sangliers, mais on en a vu de 50 ». Les renards aussi sont beaucoup plus nombreux et cela affecte la production agricole. Quelques espèces indigènes, comme la chouette, ont disparu à cause des poisons et des divers changements. D'après une personne de la localité, « il y a maintenant des *cascarudos* [coléoptères] qui étaient la nourriture de la chouette et qui sont devenus un fléau ».

Du point de vue social, la plantation d'arbres a eu pour conséquence l'expulsion de la population rurale. Un habitant de la zone raconte que, « avant les plantations, près de 200 familles habitaient la campagne et il y avait une école avec une centaine d'enfants. À présent il y a 150 maisons abandonnées et une école qui est fermée parce qu'elle n'avait plus que 4 élèves ». Un autre raconte que l'entreprise forestière lui a proposé un prix supérieur à celui du marché pour son champ, et qu'il le lui a vendu. Il est allé vivre à la ville et il a essayé de travailler pour la plantation, mais les choses n'ont pas été faciles ; il a « mangé » l'argent de la vente et il a fini dans la

ceinture de misère urbaine.

En ce qui concerne l'emploi, les salaires sont très bas (« on a tout juste de quoi manger ») non seulement dans les plantations mais aussi dans la scierie. Quelques travailleurs industriels ont dit que « les salaires sont très bas ; on part très tôt le matin, à 6 heures, et on rentre à six heures et demie du soir, et nous gagnons 10 000 pesos [environ 500 dollars], autant qu'il y a 10 ans ».

Les plantations d'arbres étant devenues presque la seule option en matière d'emploi, les gens font très attention à ne pas donner des avis négatifs sur elles. Comme a dit un producteur familial : « Celui qui travaille ne se plaint pas. Ceux qui ne dépendent pas des entreprises forestières se plaignent tous ».

Après plus de 20 ans de « développement » forestier, la « capitale de l'arboriculture » n'a qu'une chaussée bitumée, celle de la rue principale qui n'a même pas de trottoirs, de sorte que ceux qui marchent à pied courent le risque de se faire renverser par les voitures et les camions.

Les témoignages suivants résument la situation : « Où est l'avantage pour le peuple ? Les gens quittent la campagne et s'en vont dans les villes ; quelques-uns travaillent dans les plantations, non pas parce qu'ils aiment ça mais parce qu'il n'y a rien d'autre. Ceux qui ont la vie facile sont ceux qui viennent de l'extérieur et ceux qui ont de l'argent. La jeunesse d'ici n'a aucune possibilité d'avenir ». « Le coût de la vie a augmenté, le pouvoir d'achat a diminué, il y a davantage de pauvres ».

À la honte de ceux qui continuent d'appuyer le système de certification FSC, la principale entreprise de plantation de la zone (FYMNSA) a ses plantations certifiées depuis des années, tandis que le géant Weyerhaeuser a mis en route le processus d'obtention du label par l'intermédiaire de la société de certification SGS qui fera son évaluation principale au cours de la dernière semaine de janvier 2010. Étant donné les antécédents des démarches de ce genre en Uruguay, nul ne doute que l'entreprise obtiendra la certification et que les habitants de la zone devront non seulement « apprendre à vivre avec le cancer » mais supporter qu'on le maquille en vert.

Source : témoignages recueillis par le Groupe Guayubira en novembre 2009.

[index](#)

– Ce qui se cache derrière le terme « forêts plantées »

« Forêts plantées » est un terme adopté par la FAO dans le but de mettre sur un pied d'égalité les plantations d'arbres et les forêts. Peu à peu son usage s'est étendu ; de nombreux organismes internationaux et nationaux l'ont assimilé, et les multinationales du secteur forestier en ont profité pour insister dans le même sens, comme on l'a vu au Congrès forestier mondial qui s'est tenu en Argentine en octobre 2009.

Il est illogique, pour ne pas dire aberrant, de considérer comme équivalentes une

plantation d'arbres et une forêt car, la présence d'arbres exceptée, elles n'ont presque rien en commun. Même les arbres y sont absolument différents : dans la plupart des cas, les espèces plantées sont allochtones et, les bénéfices économiques mis à part, elles apportent à l'environnement plus de préjudices que d'avantages, bien qu'on nous rebatte les oreilles de leurs bienfaits écologiques dont le plus important serait la réduction de la pollution atmosphérique par le dioxyde de carbone.

Alors, si les avantages écologiques ne sont pas si grands qu'on le dit, que se cache-t-il derrière cette assimilation ? Rien d'autre qu'une grosse affaire éperonnée par les entreprises du secteur forestier, qui n'ont pas d'inconvénient à reconnaître son existence après lui avoir donné une apparence écolo car cela vend beaucoup à l'heure actuelle.

Ce que nous affirmons n'est pas un produit de notre imagination, ni de notre « radicalisme » éco-égocentrique, ni même de cette « ignorance » dont certaines personnes mal intentionnées, ou plutôt intéressées, s'amusent à nous accuser pour préserver leurs intérêts. Ce que nous disons se reflète dans les Conclusions et actions stratégiques de la Déclaration de Buenos Aires du XIII^e Congrès forestier mondial [18-23 octobre 2009, Argentine], où il est proposé d'entreprendre les actions suivantes :

- *Mettre en place des mécanismes de monitoring et d'élaboration de rapports intersectoriels afin d'influer sur les politiques et actions liées au secteur forestier.*
- *Promouvoir la réforme de la propriété foncière, garantissant une sécurité des droits des communautés et des parties prenantes locales dans le cadre de l'utilisation et la gestion des ressources forestières.*
- *Développer des stratégies financières dans le cadre des programmes forestiers nationaux en utilisant des instruments innovants pour l'investissement et le développement du marché en foresterie.*
- *Se concentrer dans l'immédiat sur les mécanismes liés au changement climatique, comme une priorité première avec une attention toute particulière aux thématiques soulevées par le REDD.*
- *Reconnaître l'importance des forêts plantées à répondre aux besoins environnementaux, sociaux et économiques.*
- *Concentrer les activités sur les paysages dégradés, et notamment sur la restauration des terres forestières dégradées.*
- *Développer et mettre en œuvre des technologies afin de maintenir et promouvoir la productivité des forêts plantées et leurs contributions aux niveaux local et du paysage.*

L'objectif est, d'une part, de combattre toute idée contraire aux plantations forestières. En effet, un grand mouvement contestataire est né dans le monde ; il s'oppose carrément à évaluer les cultures forestières aux forêts et il inclut la lutte des peuples autochtones pour conserver leurs forêts et leurs massifs boisés indigènes en tant que source de vie et de richesse. Cet objectif est étroitement lié à l'idée d'influer sur les gouvernements pour qu'ils adoptent des lois qui facilitent l'acquisition de terres et le financement de projets, ce qui ne sera pas difficile à obtenir. Les cultures forestières représentent aujourd'hui 7 %, c'est-à-dire environ 270 millions d'hectares, et le but est d'atteindre 30 % d'ici 2030.

Les prétextes sont très bien agencés : il faut tenir compte de « l'importance de ces plantations pour la réduction du CO₂ », d'autant plus qu'il existe à l'heure actuelle une forte inquiétude au sujet du changement climatique qui est en train de se produire et de ses répercussions, comme on voit dans un des points considérés comme prioritaires.

En reconnaissant l'importance des « forêts plantées », qu'il serait plus juste d'appeler « plantations d'arbres », on prétend rendre équivalentes une forêt et une plantation, les mettre dans la même catégorie, au point de pouvoir remplacer la forêt et toutes les espèces qui constituent cet écosystème par une plantation de n'importe quelle espèce d'arbre, même si elle n'a pas la dynamique propre à la forêt. Comme personne n'y croit, on présente la chose avec plus de finesse et d'adresse, en lançant l'idée que « les plantations sont un moyen de contrôler le déboisement et elles permettent de réduire la pression que subissent habituellement les forêts primaires ». Cette idée tient difficilement debout : comme nous avons déjà vu, on prétend augmenter de 23 % la surface plantée d'arbres à croissance rapide en 21 ans seulement ; à cette fin, on n'utiliserait pas les terres agricoles abandonnées (bien que cette possibilité ne soit pas exclue) mais plutôt des terres forestières « dégradées », c'est-à-dire des forêts à des stades divers de substitution de la végétation primitive. Et n'oublions pas que, pour augmenter le rendement, on n'écarte pas la possibilité d'introduire des espèces génétiquement modifiées.

Les 205 entreprises du monde entier présentes au XIII^e Congrès forestier mondial ont conclu des affaires pour un montant de 36 millions de dollars. Le congrès a permis en outre de « renforcer les réseaux commerciaux du secteur privé et les mettre à l'avant-garde des nouveaux défis et opportunités commerciales qui se présentent dans le domaine du commerce forestier ». Aucun pays n'échappe à ces plans et encore moins le nôtre, où les entreprises forestières et leurs associations prétendent se charger de la distribution des 3,8 millions d'hectares supplémentaires que le gouvernement entend planter en 30 ans dans le cadre du Plan forestier national, de manière à participer à la distribution des sommes allouées à cette fin. Ce n'est pas par hasard qu'une des plaintes habituelles des associations de producteurs forestiers porte sur la lenteur des diverses administrations concernées.

En contrepartie, le projet d'envahir le monde de plantations forestières est en train de susciter partout une opposition frontale, dont le Mouvement mondial pour les forêts tropicales (World Rainforest Movement) est souvent l'organisateur. En Espagne, la lutte contre la destruction des forêts indigènes et l'introduction d'espèces allogènes a toujours été une des prémisses du mouvement écologiste. À présent nous avons de nouveaux défis à relever, dont le premier est de démolir l'idée qu'une « forêt plantée », c'est-à-dire une plantation, est la même chose qu'une forêt.

ARBA (Asociación para la Recuperación del Bosque Autóctono)

Sources :

- World Rainforest Movement (Mouvement mondial pour les forêts tropicales)
- <http://forestalweb.com.uy/index.php>

- Los bosques plantados: un valor en alza. La demanda de la industria y el cambio climático incrementan su potencial. FAO 2009. Forest Products Journal.
- Situation des forêts du monde 2009, FAO 2009.
- Neil Vega Murrieta,
http://bosqueselvas.suite101.net/article.cfm/plantaciones_o_monocultivos_de_rboles#ixzz0UlvVPkOU.
- <http://www.wfc2009.org/es/seccion.asp?ldSeccion=162>

[index](#)
